

Olivier Baud reprend les rênes du Cartel

Les attaques contre la fonction publique mais aussi le combat pour la justice fiscale et sociale occuperont le nouveau président de la faïtière syndicale des fonctionnaires. Entretien.



Olivier Baud, enseignant spécialisé et député (EàG-Solidarités), est président de la faïtière syndicale, dont il avait déjà été à la tête en 2012-2013 durant 15 mois.

FONCTION PUBLIQUE GENEVOISE

L'assemblée des délégués du Cartel intersyndical de la fonction publique a désigné mardi soir Olivier Baud, enseignant spécialisé et député (EàG-Solidarités), comme président de la faïtière syndicale, dont il avait déjà été à la tête en 2012-2013 durant quinze mois. Depuis la démission de Marc Simeth en juin 2019, le Cartel, dirigé par son bureau, n'avait pas de président. L'assemblée a par ailleurs décidé d'un préavis de grève pour le 18 novembre et d'une manifestation d'ici au vote du budget (3-4 décembre). Interview.

Le défi principal, ce sont les baisses de revenus prévues dans le cadre du budget?

Olivier Baud: Ces attaques exigeront un combat de longue haleine, car elles s'inscrivent dans le plan quadriennal. Et l'augmentation de la part employé de la cotisation pour les caisses de retraite est une mesure pérenne! Elle implique une baisse de 2,48% du salaire, 75 millions d'économie annuelle sur le dos de la fonction publique.

Le Cartel aura aussi un rôle à jouer en soutenant les combats sur la fiscalité, en faveur de davantage de justice sociale. L'autre grande bataille est celle des postes. Les 291 de plus au budget ne combleront même pas les besoins que nous n'avons pas obtenus l'an passé, alors que l'augmentation démographique des élèves, de la précarité, des malades s'est encore renforcée.

Ce Conseil d'Etat n'a ni anticipé les besoins pour l'école, dont des conditions de travail toujours plus difficiles, ni la nécessité de former davantage de personnel soignant. Enfin, il n'y a pas trop de fonctionnaires, mais beaucoup sont mal occupés en raison d'une bureaucratie et d'un contrôle toujours plus pesants. Alors qu'il manque du monde au front, on trouve toujours des moyens pour les postes de direction. Enfin, on a perdu dix ans avec Score, enterré il y a un an, mais on ne voit toujours rien venir pour réformer la grille salariale de l'Etat.

En manifestant, les fonctionnaires font-ils preuve d'un manque de solidarité alors que dans le privé, beaucoup ont souffert énormément de la crise? Sans parler du risque sanitaire.

Les réactions dans la rue montrent plutôt que la population comprend la légitimité à défendre son salaire et que les fonctionnaires, par leur engagement, font preuve de solidarité. Il est vain d'opposer des travailleurs aux autres, d'autant que ces économies serviraient à qui? A minimiser la dette. Sans pour autant que le Conseil d'Etat n'ait un véritable projet pour aider les personnes et secteurs touchés par la crise. A-t-il mis en place une prime Covid? Ou un impôt Covid de solidarité sur les entreprises qui sont sorties gagnantes de cette crise? Non. Enfin, le 29 octobre, le respect des protocoles était strict – masques, distances, tronçons –, nous n'avons pas pris de risque.

Une place est à prendre au Conseil d'Etat pour défendre votre vision...

Mon engagement au Cartel ne me laisserait pas assez d'énergie pour mener une candidature de combat – il n'y a pas d'espoir d'y arriver. Et je suis sceptique à l'idée que ma formation gaspille beaucoup d'argent pour une campagne où la gauche aura de la peine à renverser la majorité, vu que les poids lourds chez les Verts ne veulent pas y aller. En outre, la dernière majorité rose-verte (Hiler, Beer, Moutinot, Cramer) n'a pas laissé de bons souvenirs.